

La course à la succession de Christine Lagarde est lancée

PRÉSIDENCE DE LA BCE La dirigeante de la Banque centrale européenne a fait savoir qu'elle envisageait de mettre fin à son mandat avant son terme prévu en octobre 2027. Trois candidats se préparent, tandis que la France pourrait convoiter la place de chef économiste

ÉRIC ALBERT (LE MONDE)



CHRISTINE LAGARDE
PRÉSIDENTE DE LA BANQUE
CENTRALE EUROPÉENNE

Les grandes manœuvres pour prendre la succession de Christine Lagarde ont commencé. En faisant opportunément fuiter dans la presse, mi-février, qu'elle n'excluait pas de partir avant la fin de son mandat, prévu normalement fin octobre 2027, la présidente de la Banque centrale européenne (BCE) a forcé les candidats à se découvrir, et les Etats de la zone euro, à commencer leur jeu de lobbying.

Le départ avancé de Christine Lagarde n'est certes pas encore acté. La Française, qui serait en discussion pour prendre la tête du Forum économique mondial de Davos, en Suisse, se contente de dire publiquement qu'elle n'a «pas pris de décision» sur son avenir. Mais ce non-démenti est suffisant pour lancer la bataille.

La succession – qui sera décidée par les chefs d'Etat et de gouvernement des 21 pays de la zone euro – s'accompagne de deux autres changements qui vont profondément remodeler la BCE d'ici à la fin de 2027: le poste de chef économiste, actuellement occupé par l'Irlandais Philip Lane, sera vacant en mai 2027; celui d'Isabel Schnabel, la très influente Allemande en poste au directoire, se termine en décembre 2027. A cela s'ajoute le départ du vice-président, l'Espagnol Luis de Guindos, qui sera remplacé début juin par le Croate Boris Vujčić.

Selon nos informations, trois candidats à la présidence de la BCE se sont fait connaître auprès des ministres de l'Economie de la zone euro: Klaas Knot, l'ancien gouverneur de la banque centrale des Pays-Bas, Pablo Hernández de Cos, l'ancien gouverneur de la banque centrale d'Espagne, et Joachim Nagel, l'actuel président de la Bundesbank. Le premier a entamé une tournée des principales capitales européennes et était de passage à Paris, le mercredi 1er avril.

Clé de voûte de la zone euro

Derrière les questions d'hommes et de femmes se joue l'influence des pays à la tête de l'institution monétaire, clé de voûte de la zone euro. Un jeu de billard à multiples bandes dont l'Union européenne a le secret, pour obtenir un équilibre entre «grands» et «petits» pays, et entre «faucons» et «colombes» (ceux qui sont plus ou moins orthodoxes économiquement). Une règle non écrite stipule que, parmi les six membres du direc-

toire, qui sont basés à Francfort, doit se trouver un représentant de chacun des quatre «grands» pays: Allemagne, France, Italie et Espagne.

La France, qui penche traditionnellement du côté des colombes, a déjà obtenu la présidence à deux reprises, avec Jean-Claude Trichet, de 2003 à 2011, et Christine Lagarde, depuis 2019. Elle n'a donc que peu d'espoirs de l'avoir une troisième fois. «Les Français et les Italiens [avec Mario Draghi] l'ont déjà eue, note le gouverneur d'une banque centrale d'un «petit» pays. Cela donne du poids à des candidatures venant d'Espagne ou d'Allemagne.» Inversement, «la probabilité d'avoir un Allemand à la présidence est faible, parce qu'il y a déjà une Allemande à la tête de la Commission européenne», note Sylvain Broyer, économiste pour S&P Global Ratings, qui suit la BCE de longue date. Difficile, pour les autres pays européens, de laisser ces deux postes clés à Berlin en même temps.

«La probabilité d'avoir un Allemand à la présidence est faible, parce qu'il y a déjà une Allemande à la tête de la Commission européenne»

SYLVAIN BROYER, ÉCONOMISTE
POUR S&P GLOBAL RATINGS

Dans ce contexte, les deux candidatures les plus sérieuses semblent être celles de Klaas Knot et de Pablo Hernández de Cos. Le premier, 58 ans, a été très longtemps à la tête de la banque centrale des Pays-Bas, entre 2011 et 2025. A ce titre, il siégeait au Conseil des gouverneurs de la BCE (qui est constitué du directoire et des 21 gouverneurs des banques centrales de la zone euro). Facile d'approche, direct, très respecté dans ce petit milieu, il a un inconvénient principal: il est considéré comme un «faucou». Pendant la crise de la zone euro, il s'est longtemps montré très opposé au *quantitative easing*, ces interventions massives de la Banque centrale

sur les marchés financiers. A l'époque, Mario Draghi avait réussi à le placer en situation minoritaire.

Il dispose cependant d'un argument majeur pour arracher le soutien de la France. Si la BCE le choisit, lui qui est proche des «pays du Nord», Paris pourrait prétendre au poste de chef économiste. Or, il s'agit d'une fonction clé au sein de l'institution monétaire, qui est formellement chargée de rédiger les décisions de politique monétaire lors des réunions du Conseil des gouverneurs. Inversement, si Pablo Hernández de Cos, qui est considéré comme «colombe», l'emportait, «les Allemands demanderaient ce poste» en compensation, explique Shahin Vallée, économiste français au Conseil allemand pour les affaires étrangères (DGAP), un groupe de réflexion. La France devrait alors se contenter d'un autre poste, moins influent.

Féminiser le Conseil des gouverneurs

Selon nos informations, deux noms de Français tournent déjà pour le poste de chef économiste: Laurence Boone, ancienne secrétaire d'Etat aux Affaires européennes d'Emmanuel Macron (2022-2024), et Agnès Bénassy-Quéré, seconde sous-gouverneure de la Banque de France. Un tel choix aurait aussi le mérite de féminiser un peu le Conseil des gouverneurs de la BCE, où seulement deux des 27 sièges sont actuellement occupés par des femmes.

Cette hypothèse d'un «ticket» entre Klaas Knot et un chef économiste français est cependant loin d'être acquise. Pablo Hernández de Cos semble également avoir toutes ses chances. Gouverneur de la banque centrale d'Espagne de 2018 à 2024, âgé de 55 ans, il est aujourd'hui le directeur général de la Banque des règlements internationaux, une institution internationale discrète mais très influente dans les milieux des banquiers centraux. Il était aussi proche de Mario Draghi, l'ancien président. «L'Espagne a un dossier solide: elle n'a jamais eu la présidence et a un candidat très respecté», souligne une note d'Allianz Global Investors. Qui ajoute: «S'il devenait [président], attendez-vous à ce que la BCE soit plus facilement prête à laisser l'économie chauffer [...], ce qui serait une différence d'approche notable par rapport à celle de Lagarde.»

Cette course à la nomination reste extrêmement incertaine. Outre le fait que le départ de Christine Lagarde ne soit pas garanti, le précédent de sa nomination en 2019 rappelle qu'un coup de théâtre est toujours possible. A l'époque, le choix de son nom avait pris les observateurs par surprise, même si on a appris par la suite qu'elle menait campagne discrètement depuis un an. Un scénario similaire n'est pas exclu. ■